

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La Scission en Italie (*Varine*). — Un Discours de *Léon Trotsky* à la Conférence des Transports. — Les Anarchistes en Russie (*Victor-Sergé*). — Les Evénements en proche Orient (*A. Sultan Zade*)

L'Evolution de la Question nationale (*G. Safarov*). — La Vie économique en Russie (*Ivan*). — Les Raisons de Verfeuil (*Varine*). — Bibliothèque communiste.

La Scission en Italie

Le Parti socialiste italien s'est scindé, comme tous les Partis de composition hétérogène acculés à la nécessité de formuler des définitions nettes. Mais la scission en Italie laisse une situation différente de celles qui résultent, en Allemagne et en France, des Congrès de Halle et de Tours.

On peut comparer les positions respectives des deux partis italiens d'aujourd'hui à celles des Partis communiste et indépendant allemands avant Halle. Le Congrès de Livourne a séparé les communistes les plus résolus de la majorité du Parti, comprenant des réformistes et aussi des communistes hésitants. Le classement définitif n'est pas fait.

Le Parti communiste italien sera privé pendant quelque temps du concours d'éléments de valeur, mais il les retrouvera aux heures décisives où se jouera le destin du prolétariat d'Italie. Par contre, allégé du poids mort réformiste, il est inévitable qu'il gagne de nouvelles forces parmi les syndicalistes révolutionnaires et les ouvriers anarchisants, éloignés jusqu'à ce jour du parti politique de classe du prolétariat beaucoup moins par hostilité systématique à la politique que par aversion de la politique électorale.

La scission comportera donc cette première conséquence bienfaisante d'amener à l'organisation politique de nombreux prolétaires qui s'en étaient longtemps tenus à l'écart et dont on ne pouvait escompter l'adhésion à un parti conservant dans ses rangs Trèves et Turati. Elle entraîne le deuxième avantage d'assurer la cohésion des éléments marxistes révolutionnaires

en ôtant toute raison d'être à l'abstentionnisme électoral de la fraction Bordiga, ralliée aujourd'hui à la thèse de l'Internationale Communiste sur le parlementarisme.

La scission comporte par-dessus tout comme résultat salulaire la formation d'un parti de classe intransigeant, apte à orienter le mouvement révolutionnaire vers la conquête du pouvoir politique et la dictature du prolétariat, grâce à la liberté d'action qu'il assure en tenant à l'écart les inactifs et les hésitants. C'est dans ce parti que pourront fusionner les forces militantes du prolétariat actuellement dispersées dans la C. G. T., l'Union Syndicale et le vieux Parti.

Le vieux Parti conserve les deux tiers des effectifs d'avant Livourne. Mais il conserve aussi sa faiblesse : un état-major pusillanime dont les masses se détourneront de plus en plus à mesure que s'approcheront les solutions révolutionnaires.

Déjà, l'opportunisme de la direction du P. S. I. a incité bon nombre de travailleurs à se ranger sous le drapeau noir de l'anarchie. L'esprit combatif des anarchistes et la valeur morale de leurs chefs — les seuls héritiers spirituels de Bakounine — ont attiré autour d'eux des contingents prolétaires comme nul autre foyer d'anarchisme n'en connaît en Europe. Ce phénomène remarquable est dû pour une bonne part aux fautes du P. S. I., à sa passivité aux heures critiques où le prolétariat attend des mots d'ordre.

Nul doute que, privé du contre-poids de sa gauche, le P. S. I. n'incline de plus en plus

vers le réformisme sous l'influence des esprits conciliateurs d'élite de la *Critica Sociale*. Les communistes qui y sont restés se ressaisiront alors et sauront faire le geste qu'ils n'ont pas osé à Livourne. Le P. S. I. est voué à une nouvelle scission, soit qu'il se dissocie après un congrès de Halle, soit qu'il se désagrège sous l'attraction du Parti Communiste. La cohabitation des communistes et des réformistes est impossible dans une époque de lutte de classes intense comme celle que traverse l'Europe de nos jours, et que vit l'Italie plus que tout autre pays.

Mais la scission de Livourne a une portée qui déborde les frontières d'Italie. Elle doit être considérée sous l'angle international, que malheureusement Serrati paraît avoir perdu de vue.

Au Congrès de Moscou, Serrati s'est trouvé en opposition avec la majorité de l'Internationale Communiste, ralliée aux thèses du Parti bolchevik. Il critiquait l'*opportunisme* des bolcheviks, dont il trouvait trace dans les conceptions sur la question agraire, sur les questions nationales et coloniales, sur l'entrée du Parti Communiste britannique dans le *Labour Party*. Il leur a reproché de plus, par la suite, l'abandon de la 22^e condition d'admission à l'Internationale, celle qui concerne l'exclusion des francs-maçons. Sur un seul point, il les accusait d'un excès d'intransigeance : à propos de l'exclusion des centristes italiens, et il réclamait pour le P. S. I. la faculté de dessiner lui-même la ligne de scission dans ses rangs.

L'opposition de Serrati et de son groupe à l'Internationale communiste présente donc un caractère particulier : elle est une opposition « de gauche » ou soi-disant telle quant aux questions de tactique et peut, et doit s'exercer dans l'Internationale ; elle heurte, d'autre part, un principe rigoureux de l'Internationale Communiste en refusant d'écarter du Parti des doctrinaires de l'opportunisme.

Il y a là une contradiction étonnante : comment Serrati peut-il blâmer l'opportunisme passager, inspiré par l'intérêt de la révolution, des bolcheviks, et qui n'atteint en rien la doctrine communiste, qui ne concerne que certains aspects de la lutte révolutionnaire, et en même temps se montrer solidaire d'opportunistes avérés, si talentueux, si moralement intègres qu'ils soient ? Il ne le peut précisément qu'au prix d'une contradiction qui vicie l'action de son Parti.

Sous prétexte d'autonomie dans la politique intérieure du Parti, Serrati va jusqu'à rompre le contact avec l'Internationale Communiste, dont il continue à se réclamer, dont il approuve les 21 conditions qu'il renforce d'une 22^e. Il ne s'aperçoit pas que son attitude initiale l'entraîne

ne fatalement de plus en plus vers la droite un dénigrement systématique de l'Internationale Communiste, de la Révolution russe.

A l'origine, il s'était borné à s'élever contre l'exclusion de Modigliani, tout en reconnaissant la nécessité de séparer le Parti de la fraction Trèves-Turati. A Livourne, il a maintenu l'unité avec celle-ci et rompu avec celle de Bombacci-Terraccini.

A son retour de Moscou, il écrivait dans une lettre à la *Nouvelle Internationale* de Genève, le 19 octobre : « Je suis POUR la III^e Internationale ; POUR la dictature du prolétariat ; POUR la révolution VIOLENTE. Je n'ai jamais adhéré au Congrès de Reggio-Emilia (Congrès de la droite). J'ai écrit contre ses résultats, quoique les décisions prises soient bien plus à gauche que la pensée de Graber et de Naine ». Et il n'a pas protesté contre l'exploitation de son attitude par des contre-révolutionnaires déclarés comme Merrheim, comme Longuet. Alors qu'il critiquait les bolcheviks du point de vue de gauche, il a laissé la presse menchevique mondiale et même la presse burgeoise tirer parti de ses critiques du point de vue de droite. Négligeant le point de vue international, il a, pour les besoins de la polémique intérieure de son Parti, donné des armes aux pires ennemis de la révolution et contrecarré l'effort des fractions communistes de divers pays.

Il écrivait, dans la lettre déjà citée : « Il faut, selon moi, chasser les opportunistes de droite, mais avec habileté pour pouvoir tenir la masse. » Et non seulement il n'a pas « chassé les opportunistes de droite » du Parti italien, mais il favorise la propagande anti-communiste des opportunistes de droite français. Qu'il l'ait voulu ou non — et nous savons qu'il ne le souhaitait pas — le résultat est là.

Prétendre que, dans l'avenir, les opportunistes italiens subiront une discipline plus sévère qu'autrefois est un argument inopérant. Les leçons du passé sont là pour prouver que la pensée de Turati reste intacte après chaque congrès, que son action contrarie celle du Parti, quelles que soient les résolutions disciplinaires prises. A la veille du Congrès de Livourne, Turati patronait un livre de propagande anti-bolchevique, contribuait à sa diffusion. On ne peut concilier cette attitude avec le programme doctrinal de la majorité.

Prétendre encore, comme le fait Serrati, que l'exclusion de Modigliani ne se conçoit pas sans celle de Cachin, est un argument superficiel indigne d'un marxiste et qui ne résiste pas à l'examen. Que Modigliani fut à Zimmerwald et que Cachin fut social-patriote, personne ne le conteste. Mais la participation au mouvement zimmerwaldien ne confère pas un brevet de révolutionnarisme à vie, et la participation au

cotrant guerrier, dans un pays comme la France où l'on peut compter sur les doigts des opposants révolutionnaires à la guerre, n'implique pas l'impossibilité de reconnaître sa faute et de servir avec dévouement la cause du prolétariat. La sévérité dans le choix des militants n'est possible que dans les partis où l'erreur a été celle de quelques-uns, et non dans ceux où l'immense majorité, la quasi-totalité s'est trompée. Ce n'est pas d'après le passé que nous pouvons juger les hommes, dans une période de l'histoire où la pensée évolue et mûrit si rapidement sous la pression des événements, mais d'après le présent. Ce n'est pas tout. Le Parti italien ne se peut mettre sur le même plan que le Parti français. Celui-ci est très inférieur au premier, tant au point de vue de l'esprit de sa masse que de la qualité de ses militants et que de l'influence qu'il exerce. Cela tient à un ensemble de raisons que nous n'avons pas le loisir d'étudier ici, mais il suffit, pour traiter le sujet qui nous occupe, de constater le fait, d'ailleurs indéniable. L'un et l'autre parti sont placés dans des milieux différents et évoluent dans la même direction, selon une rapidité plus ou moins grande. Leur développement n'est pas parallèle, leur maturité politique ne suit pas un processus de vitesse identique. Ce qui vaut aujourd'hui pour le Parti italien ne vaudra que demain pour le Parti français. L'Internationale Communiste ne peut attendre de celui-ci ce qu'elle est en droit d'obtenir de celui-là, et ce qu'elle exige actuellement du premier elle l'exigera ultérieurement du second. Il est possible que Cachin et aussi le signataire de cet article qui n'est pas toujours d'accord avec Cachin, soient dans un ou deux ans dépassés par le mouvement communiste et rejetés de ses rangs, s'ils ne savent avancer avec l'ensemble. Mais Serrati a tort d'énoncer des formules rigides qui ne s'adaptent pas aux situations variées dont elles prétendent tenir compte. Quand un parti s'élève au niveau où se trouvait le Parti italien avant le Congrès de Livourne, on ne peut lui tracer les mêmes règles que celles qui sont destinées à un parti comme celui de France, qui vient seulement de se débarrasser de ses Scheidemann et de ses Kautsky.

Après avoir invoqué de mauvaises raisons, Serrati a envenimé la controverse en recourant contre les bolcheviks à de méchantes réparties qui ne méritent pas le nom d'arguments. Par exemple, répondant à la critique objective de Lénine, publiée dans ce *Bulletin* (n° 47-48), il rappelait une véhémence apostrophe de Lénine à l'adresse de Zinoviev, publiée au moment où celui-ci abandonna pendant quelques jours le gouvernement bolchevik de novembre 1917, en compagnie de plusieurs autres commissaires du peuple. Il faut méconnaître sciemment les circonstances révolutionnaires où les mots *ignare*

et *peureux* ont été écrits par Lénine, l'atmosphère de lutte et de violence de l'époque, le caractère périlleux du combat engagé, l'habitude de Lénine de rudoyer ses contradicteurs, pour faire être de ces deux mots que la passion politique suffirait d'ailleurs à expliquer. Quoi ! Dans la vie de Lénine et dans celle de Zinoviev, tout entières dévouées à la cause du prolétariat, héroïquement consacrées à la Révolution, sacrifiées d'avance pour que vive et triomphe l'idée communiste, Serrati n'a remarqué que le désaccord d'un jour et la vivacité des propos échangés ce jour-là ? En vérité, Serrati s'engage dans une voie qui le mènera loin, s'il ne trouve pas la force de caractère de se ressaisir : la voie qu'il a prise est celle où l'ont précédé Martov et Kautsky.

Les arguties de Serrati, reprises et développées dans la presse contre-révolutionnaire mondiale, exploitées par les écumeurs de la politique et les corsaires du mouvement social, sans même que Serrati protestât contre l'usage qui en fut fait, nous montreraient que, des *communistes unitaires* et des *communistes intransigeants*, sont les vrais communistes, si nous avions pu encore en douter. Que les « reconstruteurs » français du *Populaire*, confondus désormais avec Renaudel, Varenne et Albert Thomas, et qui ont combattu les 21 conditions de Moscou comme des conditions criminelles et assassines, aient pu se réclamer de Serrati, partisan déclaré des 21 conditions et même d'une 22^e, sans que Serrati les rappelât rudement à l'ordre, c'est là un fait plus démonstratif que tous les articles et discours du directeur de *l'Avanti*.

Encore qu'il ait déclaré rester plus hostile que jamais à l'entreprise contre-révolutionnaire des « reconstruteurs » internationaux, Serrati roulera irrésistiblement sur la pente réactionnaire s'il ne sait faire à temps litière de son orgueil et revenir, avant qu'il soit trop tard, prendre sa place parmi les combattants du communisme.

VARINE.

Bulletin Communiste

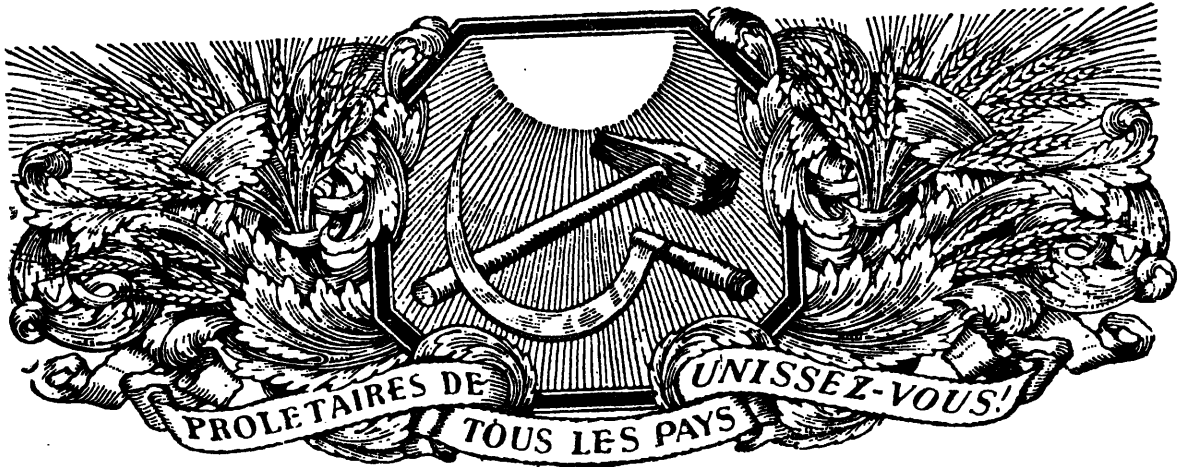
Organe du Comité de la 3^e Internationale
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre - PARIS



Un Discours de Trotsky à la Conférence des Transports

Notre conférence se réunit à un tournant de l'existence de notre pays, tournant qu'on peut caractériser d'un mot comme un passage de l'état de guerre à la période économique. Ce tournant se reflète dans tous les organes de la Russie soviétiste, dans tous les services, dans tous les milieux politiques, professionnels et autres. Voilà pourquoi il est convenu aujourd'hui de parler d'une crise dans toutes les organisations, crise intérieure, qui n'est en somme rien d'autre qu'un déplacement intérieur des éléments, des hommes et des militants. Certains traits de cette crise, ne contenant d'ailleurs rien d'alarmant pour l'avenir de la Russie soviétiste dans son ensemble, sont un héritage de l'ancien régime capitaliste. La guerre est un facteur sévère de destruction, la tâche qui consiste à conserver pendant la guerre toutes les forces et les ressources du pays, est pleine de difficultés, et c'est au moment où la guerre touche à son terme quelle devient encore plus difficile ; mais cela n'est pas un mal, puisque c'est un criterium de la vitalité de l'organisme. On peut dire en général que la cause essentielle du malaise, c'est la misère et la pauvreté, héritage du passé, encore aggravé du fait de la guerre. Si cette cause générale se reflète dans tout l'organisme soviétiste, il y a cependant dans le domaine professionnel une crise spéciale possédant sa nature propre.

Nous avons reçu les syndicats de la société capitaliste comme une organisation groupant les ouvriers salariés contre les capitalistes. La mission des syndicats, c'était l'amélioration de la situation de l'ouvrier. Dans la société bourgeoise, le syndicat avait une structure déterminée ; c'est lui qui, finalement, fit la conquête du pouvoir dans notre pays. Actuellement, l'adaptation des syndicats aux exigences nouvelles est un problème qui n'est pas encore entièrement résolu. Il faut encore préciser la place qu'occupera le syndicat dans la structure générale du pouvoir des Soviets ; la question doit être résolue pratiquement, car au point de vue théorique, elle est traitée avec

une entière clarté dans notre programme. Dans le chapitre sur les questions économiques, vous lirez : l'appareil administratif de l'industrie nationaliste doit s'appuyer au premier chef sur les syndicats, qui doivent à leur tour s'affranchir de plus en plus de l'étroitesse corporative et devenir de vastes fédérations groupant tous les travailleurs sans exception de la branche correspondant de l'industrie. Le syndicat doit en arriver à concentrer entre ses mains la gestion de toute l'économie nationale. L'appel à l'activité des masses laborieuses, grâce aux syndicats, est en même temps notre principal moyen de lutte contre l'esprit bureaucratique.

Notre programme a été écrit il y a un an et demi, avant l'expérience que nous possédons aujourd'hui ; mais il traite néanmoins entièrement la question qui nous occupe. Les syndicats doivent concentrer entre leurs mains toute la direction de la vie économique. Ils ne collaborent pas seulement à la production : ils doivent l'organiser et en devenir les directeurs autorisés. La lutte contre l'esprit bureaucratique a pour conditions l'organisation pratique de cette production, et l'appel des masses laborieuses à cette œuvre d'organisation.

Si vous prenez les décisions du IX^e Congrès de notre Parti sur la question professionnelle, vous trouverez qu'en principe elles sont la confirmation de notre programme et que, dans la partie pratique, elles indiquent un certain nombre d'étapes et de degrés intermédiaires. Ainsi, il s'opère une adaptation des syndicats, dans leur forme actuelle, aux administrations économiques ; en effet, s'il est nécessaire que les syndicats deviennent de plus en plus l'appareil directeur de la vie économique, on ne peut cependant se dissimuler que, jusqu'à présent, ils ne sont pas cet appareil, et que toute tentative, pour remettre mécaniquement telle ou telle branche de production entre les mains du syndicat correspondant, serait condamnée à l'insuccès.

Nous l'avons vu dans les chemins de fer. La tentative avait été faite par le Comité Exécutif pan-

russe des cheminots, qui ne fut pas à la hauteur de la tâche, parce qu'il avait conservé son caractère ancien, son ancienne organisation, ses anciennes routines et son ancien personnel. Les transports avaient autrefois trois étages, comme toutes les branches de la production : un sommet fait des directeurs, une faible couche de personnel technique et, à la base, la masse des ouvriers. La révolution emporta le sommet capitaliste, elle détruisit l'appareil administratif et technique, elle modifia même la classe ouvrière elle-même, lui enlevant peu à peu ses meilleurs éléments pour les envoyer sur les fronts de la guerre civile ou dans les différents domaines de la vie soviétiste. Ce qui resta se trouva sensiblement appauvri, privé de plusieurs milliers d'organisateur expérimentés. Mais tout cela était inévitable, car autrement la révolution n'aurait pas été la révolution. Elle ne pouvait pas ne pas détruire l'ancien appareil administratif, elle ne pouvait pas ne pas prendre tous les éléments utilisables du sommet directeur pour les disperser à travers tous ses services. Il était en tout cas impossible de remettre à une organisation professionnelle ainsi affaiblie la gestion des chemins de fer.

En faisant entrer dans ses rangs tous les travailleurs de toutes catégories, le syndicat s'empare peu à peu de tout l'appareil de la production ; mais pour cela, il a besoin de rassembler ses forces. Il doit reviser son personnel et ses anciens chefs. Cela est nécessaire sinon au point de vue professionnel, du moins au point de vue de la production. Mais ce n'est là qu'un côté du problème ; l'autre, c'est de retirer de tous les autres services, et avant tout, à l'heure actuelle, de l'armée, tous les militants qui lui ont autrefois été donnés, tous les cheminots, tous ceux, quels qu'ils soient, qui ont montré à l'œuvre leurs talents d'organisateur, et qui peuvent être utilisés par le syndicat dans cette prise de possession de la production.

Nous approchons de la question qui sert de prétexte aux éléments retardataires pour protester en général contre les nominations d'en haut sans vouloir considérer qui nomme, d'où vient la nomination.

Repousser le principe de la nomination comme procédé pratique pour renforcer l'appareil des transports et le syndicat lui-même, c'est nous réduire au cadre étroit et strictement corporatif du personnel que nous avons reçu en héritage du passé. Cette idée est absolument fautive et de nature à nous fermer toute voie pour changer le syndicat corporatif en syndicat de production. Si nous demandons maintenant à nos syndicats de collaborer avec l'Etat ouvrier et le Parti communiste dirigeant, il faudra avant tout récupérer dans les autres domaines tous les militants capables de renforcer les transports. De là les nominations, c'est-à-dire la répartition de nos forces dans les divers postes. Nier cette méthode et lutter sans discernement contre les nominations, en y opposant le principe de l'élection, c'est oublier la nature de l'Etat prolétarien, c'est répéter ce qui convenait à l'égard de l'Etat représentant une classe ennemie, par exemple à l'époque de Kerenski, mais ce qui ne convient plus à l'époque où la classe ouvrière elle-même est au gouvernement.

Il y a néanmoins des éléments qui déclarent la guerre aux nominations. C'est là du trade-unionisme ; or, le trade-unionisme menace de ré-

duire les syndicats à néant, en leur enlevant toute raison d'être. Les anciens syndicats luttèrent pour assurer la participation des ouvriers à la richesse nationale dont ils sont les créateurs. Les syndicats actuels ne peuvent lutter que pour l'augmentation de la productivité du travail, puisque c'est le seul moyen d'améliorer la situation des masses ouvrières.

Dans certains syndicats, en particulier dans le nôtre, lorsqu'un travailleur honnête et dévoué, qui a prouvé dans différents domaines son zèle envers la classe ouvrière, est remarqué par l'Etat, qui le transporte d'une branche de travail dans une autre, il y a des gens qui lui déclarent la guerre, parce qu'il est nommé d'en haut !

Si nous examinons la question du soi-disant bureaucratisme qui joue un grand rôle dans la vie professionnelle — je remarque entre parenthèses que ce bureaucratisme a été reconnu comme un fait dans les administrations soviétistes et a donné naissance au mot de « centrocrairie », dont il a été fait un assez large usage — cette campagne contre le bureaucratisme repose sur le préjugé trade-unioniste, sur la non-intelligence du rôle de l'Etat ouvrier. Il m'est arrivé d'entendre dire à certains professionnalistes que le Comité central de notre Fédération fonctionne mieux à certains égards sans doute, mais qu'il y règne une telle paperasserie que le premier ouvrier venu s'y noiera. C'est là considérer le syndicat comme une petite organisation domestique, tel qu'il était aux époques passées, réduit à vivre clandestinement ; ce caractère portatif était alors une qualité indispensable à toute organisation professionnelle. Mais si aujourd'hui nous nous proposons de diriger la production dans son ensemble, de tenir la liste exacte de tous nos militants, de contrôler leur action de juger le personnel dirigeant de nos syndicats il est clair que notre Fédération doit être bâtie sur des bases nouvelles plus judicieuses, scientifiquement établies. Il est clair qu'il nous a fallu commencer par reconstruire le centre directeur : tant pis s'il y a beaucoup de paperasserie. C'est là, pour nous, une question de vie ou de mort. Je ne sais quel préjugé contre l'organisation en grand et sur des bases scientifiques se cache encore souvent dans la subconscience de certains de nos camarades communistes. J'estime que notre Comité central a remporté une grande victoire en créant au centre un appareil scientifiquement construit. Le fait que notre Comité central possède l'état de toutes nos forces et de toutes nos ressources, c'est déjà un début, c'est déjà le manche du levier.

La bureaucratie n'est pas là. Le bureaucratisme, c'est ce que j'ai nommé la « centrocrairie ». Elle présente bien des côtés négatifs ; elle est cependant une étape transitoire inévitable dans la construction de l'économie socialiste. Nous avons fait l'inventaire de la métallurgie, des approvisionnements, des transports ; nous avons nationalisé tout cela et nous l'avons groupé en organisations verticales ; le défaut est qu'il n'y a pas assez de passerelles entre ces organisations pour permettre à tous les produits, au personnel, aux ressources, aux idées, de passer de l'une à l'autre par la voie la plus courte, et aux échanges de s'accomplir avec la dépense minima d'énergie. Le problème consiste à créer ces passerelles. Nous ne faisons encore que commencer à le résoudre. Par exemple direction une et centralisée de toute la vie économique d'un pays n'a jamais encore existé nulle part ; il n'y a pas de modèle. Au milieu de

nos débats et de nos désaccords, il faut savoir comprendre que nous sommes en présence de formes transitoires qui devront être perfectionnées et transformées par une suite d'efforts : il ne suffit pas de se tenir à l'écart et de prononcer le mot de bureaucratie !

Le point capital, c'est la disette matérielle. Là est le fond du débat. On y voit, si invraisemblable que cela paraisse d'abord, une conséquence de la bureaucratie soviétiste. Si dans un atelier ou une usine on attend deux mille paires de bottes qui ne viennent pas, les ouvriers assaillent de reproches la Direction, le Comité d'usine ou le Commissaire persuadés qu'ils sont de défendre par là la justice et leur intérêt. Ils se réservent le droit de grogner et de montrer le poing s'ils ne reçoivent pas de bottes et de vivres. Que leur répond le Comité d'usine ? Il répond que nous sommes en guerre, et que tout va à l'armée rouge. Ils écoutent, et n'en continuent pas moins à réclamer des bottes et des vivres. Alors le Commissaire déclare : l'ordre est donné, mais à Moscou la bureaucratie retarde l'expédition ; et de fait rien n'arrive pendant trois ou quatre mois. Mais si vous considérez les choses de près, vous avouerez que cette réponse quant à la bureaucratie est fautive. Le vrai malheur, c'est que nous n'avons ni clous, ni bottes, et pas assez de farine. C'est là le vice fondamental. Nous ne le cachons à personne. Si le Bureau Central du Cuir possède 10.000 paires de bottes et doit faire face à un million de demandes, il est fatal qu'il se consulte pendant un long mois pour savoir qui il doit satisfaire d'abord. Et s'il arrive même à résoudre ce problème de façon convenable, il n'aura malgré tout répondu qu'à la dix millième partie des besoins. Tous ceux qui n'ont rien reçu, sachant que le Bureau Central du Cuir possédait néanmoins quelque chose, l'accuseront de bureaucratie. J'attire votre attention sur cette façon inexacte de poser la question. Si vous m'interrogez sur la question de la bureaucratie, je vous répondrais : il vous manque 2.000 bottes ; sans la bureaucratie vous en auriez peut-être reçu 50, mais il vous en manquerait toujours 1.950.

Les représentants de notre Fédération et des autres, qui sont directement témoins de la disette des masses, peuvent suivre deux voies ; ou bien l'agitation trade-unioniste, ou bien la propagande pour augmenter la production. Tel est le dilemme qui se pose à chaque professionnel. Quand l'ouvrier dit : je n'ai pas de bottes, je veux lui répondre qu'il n'y a pas de bureaucratie qui tienne, ou bien je peux développer cette idée qu'il existe là-bas au centre un monstre disposant de tout mais n'en donnant rien à personne, en d'autres termes je peux faire une image monstrueusement déformée du Pouvoir des Soviets. Il est de ces professionnels qui, avec leur démagogie représentant la bureaucratie comme le mal universel qui entrave et détruit tout, mènent une lutte de classe inconsciente contre le Pouvoir des Soviets. Les professionnels sensés doivent dire au contraire à l'ouvrier salarié : le salariat n'est pour toi qu'une fiction, en réalité tu es le maître de la production nationale et tu peux augmenter ta part de produit, à condition seulement d'augmenter la somme de ce produit ; l'essentiel, c'est d'élever la productivité du travail, de multiplier plusieurs fois la richesse nationale.

Le point de vue trade-unioniste, consistant à semer l'hostilité, c'est la ruine de l'organisation professionnelle. Au contraire le point de vue qui considère la production tend à faire le syndicat maître de toute la branche d'industrie correspon-

dante. Le fait prouve déjà qu'il en est bien ainsi.

Les syndicats peuvent aujourd'hui devenir ou bien le rendez-vous de tous les préjugés des masses les plus retardataires, ou bien l'organe essentiel de la production. Il n'y a pas de milieu, car toute situation intermédiaire équivaut à l'anéantissement du mouvement professionnel.

Nous le voyons dans les transports. Tandis que les transports par eau possèdent malheureusement bien des traits de la première catégorie, les chemins de fer ont pris la voie droite. Cela s'explique parce que les transports par eau constituent un domaine plus en retard, plus dispersé au point de vue technique et administratif, moins propre à la centralisation. Il est naturel que pour toutes ces raisons les transports par eau soient plus vulnérables à la démagogie trade-unioniste. Nous n'admettrons jamais qu'on veuille ramener l'aile plus avancée et plus révolutionnaire des transports au niveau de l'aile la plus en retard. Il nous faut au contraire faire passer un bon nombre de militants des chemins de fer dans les transports par eau afin d'amener cette aile retardataire au niveau général de la fédération. C'est là une des tâches les plus importantes de l'heure actuelle.

La lutte contre la bourgeoisie dans le domaine des transports, où la bureaucratie ne manque pas, est indispensable. Par bureaucratie je n'entends pas forcément les vieux bureaucrates, il y en a aussi de jeunes, qui sont de notre Fédération et même de vieux membres de notre Parti. Les anciennes méthodes de travail contiennent bien des éléments bureaucratiques qui ont pris pêle-mêle au passé les défauts et les qualités. J'ai écrit récemment, et je peux à tout moment confirmer et soutenir que nous souffrons en général moins des mauvais côtés de la bureaucratie que de ses bons côtés qui nous manquent. Il y a une bureaucratie allemande ou américaine, qui a forgé certaines méthodes de travail, qui a inventé la nationalisation, la taylorisation, la division du travail, les formes de responsabilité, d'approvisionnement, de comptabilité, etc. La bureaucratie n'est pas une invention du tsarisme russe. Les choses iront bien chez nous lorsque nous posséderons enfin des bureaux fonctionnant parfaitement, avec de bonnes machines à écrire comme nous allons, j'espère, en recevoir de l'étranger, et quand en lisant les listes de notre Fédération nous n'y découvrirons pas des dizaines d'erreurs. On dit que c'est là de la mesquinerie bureaucratique. Non, ce sont des qualités qu'il nous faut acquérir, si nous voulons — excusez l'expression — nous épouiller sérieusement et déboucher sur la grand-route. C'est de l'exacritude et non de la mesquinerie, et cette exactitude est un signe de perfectionnement. Je dois dire d'ailleurs que ce sont là les méthodes adoptées par le Comité central de la Fédération des Transports, et c'est là le point de vue qu'il a manifesté dans tous ses actes et qu'il suivra toujours.

J'en viens à la question des nominations. Est-il juste que le gouvernement ait dit qu'il fallait changer la tête de la fédération ? Que cette parole soit juste ou non, il est vrai que nous avons fait là une intervention. A l'époque où la classe ouvrière était dans l'opposition ou bien dans l'action révolutionnaire clandestine, les communistes ont lutté contre les autres partis et ont expulsé les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, et parfois les sans-parti sous lesquels se cachaient en réalité des réactionnaires, pour mettre à leur place des communistes. La fédération ne

répondait pas aux exigences révolutionnaires de la classe ouvrière, et pour cette raison, notre fraction menait une violente campagne à l'intérieur et tâchait de mettre à la tête des hommes à elle. Que devons-nous faire aujourd'hui que notre fédération doit passer du terrain professionnel sur celui de la production ? Il y a parmi les dirigeants, à tous les étages, des éléments qui n'ont pas compris que la production est le critère décisif, qui n'ont pas compris que pour sauver non seulement le mouvement professionnel, mais toute la classe ouvrière, il faut transformer tout l'appareil conformément à ce principe : tout pour la production et qui prétendent créer dans chaque syndicat deux fractions : celle de la production et celle des professionnalistes à l'ancienne mode. Si cette lutte entre deux fractions s'engage, je ne doute pas que nous remporterons la victoire ; mais elle entraîne une trop grande dépense d'énergie de la classe ouvrière. Et alors, la classe ouvrière, en la personne de ses représentants politiques, déclare : ici j'interviens, j'abrège cette période de lutte entre les deux groupes, j'économise, je réduis, j'ordonne. Nier le principe d'intervention, c'est nier qu'il existe chez nous un Etat ouvrier.

L'intervention des organes dirigeants du Parti dans la lutte intérieure des Fédérations des chemins de fer et des transports par eau n'a pas eu seulement une justification historique : elle a été dictée par une nécessité vitale. Les méthodes appliquées par le Comité central des Transports lui ont été dictées par la crise aiguë de nos chemins de fer, menaçant d'entraîner la ruine de tout le pays. N'oublions pas que l'automne et l'hiver derniers, nous avions 70 % de locomotives hors de service, pourcentage équivalent à un arrêt presque complet de la circulation et à une paralysie totale de toute vie économique. Il fallut prendre des mesures énergiques. Nous manquions d'hommes pour les mettre en pratique, car ils se trouvaient sur le front, et les mesures à prendre étaient exceptionnelles et urgentes. Essayer de convaincre tous ceux qu'il s'agissait de faire changer d'opinion à l'intérieur de notre Fédération, c'était impossible. Attendre que nous ayons le temps de les persuader, c'était courir le risque de voir nos chemins de fer s'arrêter avant d'avoir accompli la moitié de la tâche. Nous avons donc été forcés de montrer d'en haut comment il fallait lutter pour le rétablissement des transports. Voilà pourquoi des mesures énergiques furent prises à l'égard du Comité central de nos syndicats. Elles ont suscité une certaine opposition dont l'amertume n'est pas encore effacée chez plusieurs. Néanmoins, nous travaillons actuellement en pleine solidarité avec nos adversaires de la veille, et nous sommes certains que dès demain cette amertume se dissipera aussitôt que les succès de notre action commune apparaîtront plus évidents. Ils se montrent dès aujourd'hui. En outre, puisque nous entrons dans la période économique, nous pouvons espérer que toutes nos organisations professionnelles, et en particulier notre Fédération des Transports, recevront de nombreux militants de l'Armée rouge, qui avait absorbé presque la moitié du Parti Communiste, et qu'ainsi nous pourrions développer une vaste agitation en faveur de la production.

Ce qu'on est convenu d'appeler ordres et nominations d'en haut se trouve inversement proportionnel au développement et au niveau moral des masses. Tout homme sensé doit comprendre

qu'aussitôt la situation devenue meilleure, dès qu'on pourra respirer plus librement, nous verrons de nombreux militants dans les chemins de fer, et nous élargirons instantanément les cadres de notre organisation pour y faire entrer le plus grand nombre possible de travailleurs et augmenter l'initiative des masses.

Nous abordons la question de la démocratie ouvrière, qui joue un rôle colossal dans le mouvement ouvrier, plus encore que dans le Parti Communiste, car elle ne peut être résolue que par les syndicats. J'ai déjà dit à plusieurs assemblées ouvrières de Moscou qu'au moment où la 30^e et la 51^e divisions étaient devant Perekop, il ne s'agissait pas de discuter pour savoir si on franchirait ou non les fortifications : il fallait les franchir. Et l'ordre en fut donné. Mais une fois le combat terminé, nous devons expliquer les raisons, nous devons tout faire pour éclairer les masses. Plus nous allons et moins nous serons obligés d'employer dans notre armée les méthodes violentes. De plus en plus, la cohésion psychologique intérieure rendra suffisantes les méthodes de pression intérieure. On peut en dire autant de la militarisation des transports, qui est la militarisation de la Fédération professionnelle des Transports. Elle a été suscitée par le péril du pays.

L'automne de l'année dernière, en hiver et au printemps de cette année, nous nous sommes trouvés en présence d'un Perekop des chemins de fer ; il ne s'agissait pas de discuter, et le décret déclarant les transports en état de siège fut publié. Pouvons-nous dire que le danger est passé ? Oui, il a cessé d'être aussi aigu, mais il n'est pas passé. Que devons-nous faire ? Les mêmes efforts héroïques, le même esprit de dévouement, que ceux dont firent preuve nos camarades devant Perekop. Quand nous parlons de la militarisation des transports, cela signifie que tout le personnel des transports doit se consacrer tout entier à sa tâche. Du succès ou de l'insuccès dépend la vie ou la mort du pays. Cela signifie la militarisation morale du personnel. Comment allons-nous militariser chaque travailleur en particulier ? Nous n'avons pour cela aucun appareil. Et pourtant nos transports s'écrouleront immédiatement si tout le personnel dans son ensemble n'est pas militarisé intérieurement et moralement. Actuellement la démocratie se propose de réduire l'armée. Par quel moyen ? En augmentant sa conscience, sa militarisation morale. Par là augmentera sa valeur militaire, ce qui permettra de la réduire au moins de moitié. Sans cela la discipline extérieure reste en l'air. La vraie militarisation de l'armée ne commence que lorsqu'elle est pénétrée de la conscience de son rôle. On nous dit que cette militarisation est contraire aux méthodes de la démocratie ouvrière. Pas le moins du monde. Elle consiste seulement en ce que les masses doivent déterminer elles-mêmes une organisation et une activité productrice telles qu'une pression de l'opinion publique ouvrière s'exerce impérieusement sur tous ceux qui y mettent obstacle. Voilà en quoi consiste au fond la militarisation. Tout le reste n'est que détails techniques. Plus nous irons, et plus cette militarisation s'appuiera sur la masse ouvrière, sur le travail organisé et conscient des masses. Il faut que les syndicats deviennent l'appareil qui appelle les masses à collaborer à la production. Pour cela il ne faut pas se placer sur le terrain de je ne sais quelle lutte extérieure contre une bureaucratie qui serait étrangère, mais lutter à l'intérieur contre les préjugés retardataires et la routine. Quand nous prendrons un ouvrier à part dans son atelier,

quand il réfléchira aux perfectionnements qu'il peut apporter à ses instruments et à ses procédés, à l'endroit où il faut placer la porte pour économiser chaque jour le plus grand nombre possible de pas inutiles, quand il réfléchira à tout cela, l'essentiel de la vraie démocratie ouvrière sera déjà réalisé.

Il faut se demander quelle est la raison d'être de la démocratie politique. — Ce n'est qu'un cadre auquel il faut donner un contenu. C'est là, à mon idée, le rôle principal du Comité central des Transports. Il est assuré aujourd'hui de la sympathie des meilleurs et des plus anciens professionnalistes. Il n'en est pas encore tout à fait de même dans les transports par eau, mais demain ou après-demain nous obtiendrons là aussi le résultat. Nous en avons la ferme espérance. Mais ce n'est là qu'une parcelle du travail, ce n'est là que l'appareil, qui devra ensuite aborder le problème nouveau qu'aucun syndicat n'a encore résolu et ne pouvait résoudre, parce qu'il ne se posait pas encore. Ce problème, c'est l'organisation des masses dans la production et pour la production. Nous l'abordons seulement aujourd'hui. Ici la propagande pour la production est le devoir de chaque spécialiste des transports : il doit consacrer une certaine partie de son temps à exposer aux masses ouvrières, dans une langue accessible à tous, et en liaison étroite avec le travail quotidien, les problèmes techniques des transports. Il ne doit pas subsister un seul ouvrier qui ignore de quoi il s'agit. Tous doivent être des organisateurs de la vie économique, tous doivent être des acteurs conscients du travail national. Ce qu'il faut créer, ce n'est pas simplement une démocratie ouvrière, mais une démocratie du travail. C'est-à-dire qu'il faut constituer une organisation des masses ouvrières telle que chaque producteur soit parfaitement soupesé et connu, et apprécié du point de vue de ce qu'il a donné aux masses laborieuses comme amélioration réelle de leur situation matérielle.

On peut dire avec une pleine certitude que malgré toute notre pauvreté, nous sommes capables dès aujourd'hui, avec l'initiative de chacun de nos travailleurs locaux, d'améliorer d'un centième ou d'un cinquantième la situation des ouvriers, pourvu qu'on s'y attache sérieusement, et pourvu que les ouvriers les plus avancés soient mis à même d'apporter des éléments de collectivisme dans ces domaines les plus retardataires où règne encore l'esprit bourgeois, où la femme lave encore le linge tandis que l'homme, s'étant procuré par ses moyens individuels une alène, répare lui-même ses chaussures. Si nous prenons seulement ces détails que sont les ateliers coopératifs de confectionnerie, ou bien les restaurants d'alimentation communale (non pas comme ils sont trop souvent, mais placés sous le contrôle effectif de l'élite de la population et d'une bonne inspection culinaire) nous avons déjà là le germe de grandes améliorations. J'ai déjà dit que grâce à la diminution numérique de l'armée nous espérons obtenir dans le temps le plus court une amélioration générale de la situation des masses laborieuses. Chaque groupe d'ouvriers doit donc, en jugeant ses représentants, se demander ce qu'ils ont fait pour améliorer sa situation avec les ressources locales, ce qu'ils ont fait pour élever la productivité du travail.

C'est là la seule façon pour un syndicat ouvrier de créer la démocratie ouvrière, en attirant dans

son sein les éléments administratifs et techniques, en fondant en lui-même et en transformant du même coup les organes d'administration économique. Ainsi disparaîtra le parallélisme causé par l'existence côte à côte des organes professionnels et des organes administratifs. Si aujourd'hui le syndicat envoie des représentants dans telle ou telle section des Conseils d'Economie Nationale, c'est une mesure transitoire, ce sont les tentacules par lesquelles le syndicat atteint les organes administratifs afin de faciliter le processus de fusion.

La lutte qui se poursuit dans le mouvement professionnel a beaucoup d'éléments accidentels dont il faut nous débarrasser. Il y a de la passion et bien d'autre chose encore qu'il nous faut balayer. Si nous sommes obligés de porter le débat devant les masses, nous ne le craignons pas. Nous leur expliquerons en quoi consiste la question. Elle consiste en ce que nous entrons dans une nouvelle époque, époque économique, époque d'initiative des masses, époque de travail productif. Voilà pourquoi nous disons aux masses ouvrières : contrôlez-nous, mais prenez un critérium nouveau. Auparavant vous aviez besoin de chefs capables de vous défendre en temps de grève. Aujourd'hui vous avez besoin de guides positifs, de constructeurs capable d'élever la productivité du travail. Celui qui augmentera le nombre des paires de bottes, la quantité de farine ou de charbon, celui-là sera le véritable chef de la classe ouvrière. L'étendard que nous montrons aux syndicats, c'est l'étendard de la renaissance économique. La classe ouvrière doit s'orienter non pas sur le trade-unionisme, mais sur le créateur de richesses, sur celui qui peut, en se mettant à la tête, assurer aux masses la solution définitive de la crise économique.

L. TROTSKY.

TERRORISME ET COMMUNISME

Le livre magistral de Léon Trotsky, *Terrorisme et Communisme*, réfutation irréfutable des critiques anti-bolchevistes du renégat Kautsky, vient de paraître.

Edité soigneusement par la *Bibliothèque Communiste*, vendu au plus juste prix (7 francs), cet ouvrage est appelé à un très grand retentissement.

Il n'est pas un communiste qui se respecte qui puisse négliger de lire cette œuvre capitale. Ceux qui n'auraient pas les moyens de se le procurer (et bien peu nombreux sont ceux qui ne peuvent dépenser 7 francs à si bon escient) doivent le faire acheter par la bibliothèque de leur section, de leur syndicat, de leur Bourse du Travail.

Commandez sans tarder votre exemplaire de *Terrorisme et Communisme*, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris (Envoi franco, 7 fr. 50).

Les Anarchistes en Russie

Victor-Serge (Kibaltchiche), un des militants les plus connus de l'anarchisme individualiste, rallié pendant la Révolution prolétarienne au Communisme, a adressé à ses camarades anarchistes de France une lettre que ceux-ci se refusent à publier. Nous la reproduisons ici, d'après notre confrère le Soviétique qui en a donné le texte intégral.

Aux Camarades du "Libertaire", de la Fédération Anarchiste, aux Militants Anarchistes des diverses tendances

Chers camarades,

Au cours de dix-huit mois environ de séjour à Moscou et à Pétrograd, j'ai profondément déploré l'impossibilité absolue où j'étais de correspondre avec vous. A diverses reprises, par des moyens de fortune, j'avais tenté de vous faire parvenir de brèves lettres ; j'ai lieu de croire qu'elles ne vous sont pas parvenues.

L'occasion s'offre enfin à moi de vous écrire aujourd'hui, et j'ai tant de choses à vous dire — des choses importantes relatives à nos idées et à notre action — que j'éprouve un embarras extrême.

Cette lettre sera donc un peu décousue et bien incomplète, mais j'espère qu'il nous sera enfin possible bientôt de correspondre à peu près régulièrement. Et je me mets à votre entière disposition pour vous renseigner à ce moment, pour répondre à toutes vos questions, pour vous fournir tous les documents qui vous paraîtront désirables sur la situation en Russie.

J'ai surtout milité en France dans les groupes anarchistes-individualistes. Mais tout ceci s'adresse à tous les camarades anarchistes et communistes français. Les différentes tendances ont chacune leur rôle ; dans le mouvement, chacune représente un aspect de notre vérité, qui est la vie libertaire ou l'aspiration vers elle. Et je crois que nous pouvons entre nous, même quand il nous arrive d'être des adversaires, demeurer toujours des camarades et fraternellement nous entraider dans la recherche de la vérité.

Expulsé de France, sortant d'un camp de concentration, je suis arrivé en Russie — sous bonne escorte de Sénégalais jusqu'en Finlande et, à partir de là, sous escorte de fusilleurs blancs — au cours de l'hiver 1919. J'y ai déjà vécu deux hivers, qui furent terribles. Le blocus, la guerre extérieure et la guerre intérieure s'acharnant sur ce pauvre pays complètement épuisé, où seule une infime minorité de révolutionnaires tenait bon envers et contre tout, voilà ce dont j'ai vu la réalité parfois atroce. J'ai vu la population de Pétrograd tenir avec des rations de 100 grammes de pain noir par jour — plus quelques poissons secs par mois — en plein hiver, alors qu'il n'y avait dans les demeures presque pas de chauffage, presque pas d'éclairage, plus d'eau, naturellement, et plus de water-closets. La Finlande nous menaçait, l'Esthonie nous attaquait, les intellectuels sabotaient ou conspiraient, la petite bourgeoisie espérait chaque jour pour le lendemain l'effondrement et le massacre des bolcheviks, des officiers et des ingénieurs de l'armée rouge nous trahissaient — et partout où l'on se battait, les blancs ne fai-

saient pas de prisonniers. C'était l'égoûtement systématique des juifs, des communistes et souvent des ouvriers. Toute la force vive ouvrière et révolutionnaire étant au front, l'industrie, d'ailleurs privée de matières premières et de combustibles, chômait. Je ne sais avec quelle encre il faudrait écrire ces choses, car la réalité en est redoutable. Le révolutionnaire qui a vécu cela a subi une épreuve. Désormais, les idées ont pour lui une signification autrement profonde qu'auparavant.

C'est au cours du premier hiver que, voyant qu'il n'y avait vraiment dans l'immense Russie qu'une force — mais héroïque celle-là et inébranlable — vivante et capable de défendre la révolution, alors que nul ne voyait clair et que nombre de vieux militants même en désespéraient, j'ai cru de mon devoir de m'y rallier, et j'ai adhéré au Parti Communiste russe en tant qu'anarchiste, sans rien abdiquer de ma pensée — sinon peut-être ce qu'elle pouvait avoir d'utopie avant le contact de la réalité !

Cette attitude, je m'en suis aperçu par la suite, m'imposait de véritables sacrifices — au point de vue de ma liberté d'action individuelle — et d'importantes concessions de principes. J'y consens encore en toute lucidité d'esprit. Sacrifices et concessions s'imposent au militant anarchiste (qu'il adhère ou non au P. C.), non devant une doctrine ou devant une organisation, mais devant la révolution même, dont l'intérêt est la suprême loi. Car il s'agit pour la révolution de vivre et de vaincre. Nos individualités et nos idées individuelles pèsent peu de chose dans la balance : le révolutionnaire doit avoir le stoïcisme d'en convenir. Les camarades qui sont venus en Russie et qui ont vu, ou comprendront ou m'approuveront sûrement.

J'ai résumé, dans une étude que je vous envoie par ce même courrier, et que je vous prie de publier, ma conception de l'expérience révolutionnaire au point de vue anarchiste. Ces pages sont trop brèves et bien incomplètes. Telles qu'elles sont, j'espère qu'elles peuvent servir de bases à d'utiles discussions. Les idées que j'y expose me sont évidemment personnelles, mais s'accordent, dans l'ensemble, avec celles d'un grand nombre d'anarchistes. Pour être précis, je nommerai, parmi les camarades qui ont adhéré au P. C. russe : Alfa (du Bourevestnik, etc.), Krasnostchékov (actuellement président de la République d'Extrême-Orient), Novomirsky, Bianqui (ex-secrétaire de l'Union des Ouvriers russes d'Amérique) ; et parmi ceux qui militent en dehors du P. C., le groupe du *Golos Trouda*, le groupe *As. Universaliste* de Moscou, les camarades Chapiro, Rostchin, William Chatov, Alexandre Ghé, Vietrov, pour ne nommer que des militants bien connus.

Comme je l'explique brièvement dans les articles en question, la plupart des anarchistes russes occupent cependant une position plutôt hostile au Parti Communiste, avec lequel ils sont quelquefois entrés en conflit. L'immense majorité d'entre eux est néanmoins soviétique et considère que toute action qui aurait pour résultat de désunir les forces révolutionnaires serait en ce moment néfaste. Ils pensent que la critique même ne pourra s'exercer avec fruit que lorsque l'existence de la Russie des Soviets ne sera plus en danger immédiat. Ce point de vue est, en somme, celui de Kropot-

kine, qui réside non loin de Moscou, dans la petite ville de Dmitriev, où il se consacre à des travaux de longue haleine (un livre sur l'Éthique anarchiste), celle des camarades Kareline, des frères Gordin, etc.

En Ukraine le conflit entre anarchistes et bolcheviks a revêtu un caractère souvent tragique et s'est terminé par une lutte armée. Le camarade Voline (Eichenbaum), qui résida longtemps à Paris, et qui est en ce moment emprisonné à Moscou, a été l'initiateur d'un mouvement communiste libertaire puissant et vivace, mais qui, dans le chaos de la guerre civile en Ukraine, s'est heurté à la vaste organisation communiste-autoritaire et a été brisé. Je connais peu et mal ces faits. Je sais pourtant qu'il y a eu de part et d'autre des excès quelquefois sanglants, et que, de part et d'autre, on a également fait preuve d'intolérance et d'acharnement. Les paysans insurgés, conduits par un anarchiste (Makhno), ont occupé en Ukraine des provinces entières. Malheureusement, les anarchistes n'ont pas su, dans ces régions, éviter le recours à l'autorité, à la violence, à la terreur, et les abus qui en découlent nécessairement. Dans la bataille qui s'est engagée entre ces groupes et le Parti Communiste, on s'est fusillé des deux côtés. Cette lutte navrante a eu des contre-coups à Moscou même.

Je pense qu'elle ne doit en aucun cas nous faire perdre de vue l'intérêt supérieur de la révolution. Pour autant que j'en suis informé, les anarchistes ukrainiens n'ont évité eux-mêmes aucune des erreurs qu'ils reprochaient aux bolcheviks. Je ne doute pas que si leur mouvement avait pu se développer sans entrave, il eût produit de beaux fruits et que c'eût été infiniment heureux et utile. Mais lorsqu'il s'agit de faire la guerre, je ne puis m'empêcher de considérer Trotsky comme un organisateur très supérieur à Makhno, et l'armée rouge comme une arme à laquelle les bandes de partisans ukrainiens — souvent héroïques — ne peuvent être comparées sous aucun rapport... Les « partisans ukrainiens » spéculaient quelque peu sur l'esprit de petite propriété des paysans, sur leur nationalisme, sur l'antisémitisme même, toutes choses dont les conséquences ont été bien affligeantes.

D'une façon générale, il me semble que le manque de programme d'action pratique — l'utopisme — le manque d'organisation ont, en Russie, tué le mouvement anarchiste qui a dépensé au service de la révolution une somme d'énergie prodigieuse. Parmi les camarades tombés au front l'an dernier, je citerai Anatole Jeleznialeov et Justin Jouk.

En ce moment, je ne vois pas en Russie de possibilité d'un vaste mouvement libertaire. Les dures nécessités de la révolution ne nous laissent pas le choix entre les moyens. Tout ce qu'elles imposaient a été fait par le Parti Communiste avec lequel *il faut être*, sous peine d'être contre lui, avec la réaction. Sitôt que la paix sera faite, sitôt que nous pourrions nous mettre sérieusement à l'œuvre de réorganisation sociale, je ne doute pas que l'esprit libertaire soit puissant en Russie ; et je pense même que c'est chez les communistes les plus conscients et les plus éprouvés qu'il trouvera son expression la plus vivante.

Depuis décembre dernier, Alexandre Berkman et Emma Goldmann, expulsés d'Amérique, sont en Russie. Ils accomplissent en ce moment, en Ukraine, un long voyage pour le compte du Musée de la Révolution de Pétrograd. Ses seize années de

prison n'ont rien fait perdre à Berkman de sa vigueur morale.

Permettez-moi maintenant, camarades, de m'arrêter un instant sur le mouvement français et sur la situation en France. Il y a quelques mois, la chance m'advint de recevoir, par grand hasard, cinq ou six numéros du *Libertaire*, très intéressants à coup sûr, mais qui eussent fort bien pu être publiés en 1912, c'est-à-dire avant la guerre et la révolution russe. J'ai l'impression que les anarchistes, en France, n'ont pas encore procédé à la révision nécessaire de leurs idées en présence de ces expériences historiques et se bornent à conserver les traditions libertaires. Dans ces conditions, il me semble que les uns risquent tôt ou tard, en devenant communistes, de cesser d'être des anarchistes (et je vois là un grand danger), tandis que les autres, faute d'une intelligence nette de la révolution, demeurent sans influence et quelquefois seront désolés de s'apercevoir qu'ils voisinent par la force des choses avec un Bourtzev ou un Hervé...

Pour bien poser les grandes questions vitales aujourd'hui pour tout le monde révolutionnaire, il importe, me semble-t-il, avant toutes choses, que vous soyez informés des expériences russes, que vous preniez contact avec la révolution sociale accomplie ici. Ce ne peut être bien fait que d'une façon : *envoyez-nous de bons militants pour voir et même pour travailler ici pendant quelque temps.* Et tâchons de demeurer en communication.

L'indifférence des masses du prolétariat français à l'heure où s'accomplissent des événements d'une portée inappréciable, à quelque chose de stupéfiant. L'enthousiasme que suscite pourtant parmi l'élite ouvrière, la révolution russe, pourrait très bien, si vous n'intervenez pas, être canalisée, utilisée, dévoyée par des politiciens « socialistes » ou « cégétistes ». Les habitudes d'inaction qu'ils entretiennent avec éloquence, peuvent retarder de quelques années encore l'issue de la lutte en Russie. Il ne vous est certainement pas possible de concevoir quels contre-coups terribles vos défaillances peuvent avoir pour la révolution. Rappelez-vous seulement que c'est l'échec, en France, de la grève générale du 21 juillet qui a permis l'étranglement de la République des Soviets hongrois et l'avènement à Budapest de la Terreur Blanche. L'agression polonaise, qui retarde encore la paix pour la Russie révolutionnaire ne se fût peut-être pas produite si les travailleurs français avaient réellement donné les preuves d'une volonté révolutionnaire et opposé leur veto aux intrigues du Quai d'Orsay. Sachez bien, camarades, que tant que vous demeurerez inactifs, le sang coulera ici tous les jours, tous les jours et nous ne pourrions pas commencer l'œuvre d'organisation et de libération que veulent tous les communistes sincères, qu'ils soient marxistes ou libertaires.

Tout ce qui pouvait humainement être fait pour le triomphe de la révolution sociale a été fait en Russie — malgré les erreurs et quelquefois malgré les crimes inévitables au cours d'une semblable tourmente sociale. La faim, le froid, l'anxiété quotidienne, d'effroyables misères matérielles et morales, la mort des plus faibles, la terreur, les sacrifices quotidiens — la Russie révolutionnaire a tout consenti. Aux militants étrangers qui le comprennent, ce seul fait impose de grands devoirs.

Fraternellement.

VICTOR-SERGE.

30 août 1920.

Les Evénements en proche Orient

La Révolution arménienne et l'apparition du Pouvoir des Soviets aux portes presque de la Perse et de la Turquie brouille définitivement les cartes des banquiers français. Sous peu l'Entente sera obligée d'adoucir sa politique de brigandage. Le traité de Sèvres qui a consacré le démembrement et la mise à sac de la Turquie par les capitalistes occidentaux sera sans doute révisé. Cette proposition est encore renforcée par les événements de Grèce où la chute de Venizelos et le résultat des élections témoignent de l'hostilité des masses populaires contre la politique de l'Entente qui a entraîné leur pays dans la guerre avec les kémalistes.

Ainsi les bandits d'Occident ont perdu à la fois leurs deux plus fidèles chiens de garde, Venizelos et les dachnaks. Ils sont obligés par la marche des événements à rechercher un accord avec les nationalistes turcs, en s'efforçant non seulement de les détacher de la Russie Soviétiste, mais encore de retourner leurs armes contre nous. Si avant la guerre l'existence de la Turquie garantissait l'équilibre entre les deux coalitions impérialistes, elle est encore nécessaire aujourd'hui pour maintenir ce même équilibre entre le communisme grandissant et le capitalisme à l'agonie. C'est pourquoi l'Entente consentira de grandes concessions. D'ailleurs les exigences des nationalistes turcs ne sont pas excessives. Ils présentent au Gouvernement installé par l'Entente à Constantinople les conditions suivantes : évacuation d'Andrinople et de Smyrne, modification des articles financiers et économiques du traité, suppression des capitulations, amnistie générale et constitution d'un cabinet ayant la confiance du peuple. Le Sultan de Turquie est laissé sain et sauf, et c'est ce qui intéresse avant tout l'Entente.

Quant aux autres articles, les capitalistes français savent bien que la plupart resteront lettre morte. Quelles que soient les concessions qu'obtiennent les kémalistes en cette matière, ils n'en demeureront pas moins entre les griffes des boursiers de Paris et de Londres. Tel est le sort de tous les peuples arriérés qui prétendent vivre en amitié avec les puissances impérialistes.

Il va de soi que cette situation ne peut satisfaire tous les milieux turcs. L'aile gauche de l'Assemblée Nationale d'Angora s'est prononcée catégoriquement contre toute convention avec l'Entente. La composition sociale de cette aile gauche est faite de paysans et de petite-bourgeoisie. Cette dernière a souffert plus que toutes les autres classes de la guerre, car c'est elle qui a dû fournir les chevaux, les voitures et le bétail pour l'armée sans compter toutes les corvées. Dans les villes, grâce au blocus, la petite-bourgeoisie a été entièrement ruinée par la suppression presque totale du commerce. Aussi a-t-elle une mentalité plus révolutionnaire.

Il est certain que les capitalistes français réussiront difficilement à lancer les nationalistes turcs dans une guerre contre la Russie soviétiste. La mémoire est trop fraîche encore des brigandages et des pillages dont le peuple turc a eu à souffrir de leur part. En tout cas c'est une hypothèse absolument écartée pour le moment. La Turquie, dévastée par des guerres sans fin, plus encore que la Russie, hésitera avant de se risquer dans une pareille aventure. Le développement

logique de la révolution mondiale est tel que le mouvement libérateur des pays coloniaux et semi-coloniaux dans la première période de leur lutte contre l'impérialisme doit inévitablement marcher d'accord avec la Russie Soviétiste, unique défenseur des peuples opprimés contre la politique rapace des capitalistes occidentaux.

Mais dans l'avenir se produira forcément un changement total. Les classes possédantes qui sont à la tête de la Révolution nationale aujourd'hui, après avoir obtenu une indépendance relative, seront bientôt obligées par suite de l'exaspération des antagonismes de classes de s'allier aux puissances impérialistes, à celles-là mêmes qu'elles ont le plus violemment combattues. En outre, il est extrêmement difficile pour un Etat arriéré de se passer de l'aide des Etats capitalistes. Or, aussitôt cette alliance conclue, ils tombent entièrement sous l'influence des impérialistes et deviennent un instrument aveugle entre leurs mains.

D'ailleurs, à l'époque de la lutte de classe acharnée, même une fausse indépendance peut entièrement satisfaire la bourgeoisie nationale des pays coloniaux et semi-coloniaux.

D'autre part, plus grandissent les antagonismes de classe à l'intérieur de la métropole, plus la bourgeoisie impérialiste consent de concessions à ses colonies, surtout à celles qui se bornent à une révolution coloniale incapable de léser profondément les intérêts économiques et les envois de matières premières dont a besoin la métropole. Voilà pourquoi nous pensons que l'Entente fera de grandes concessions, et que les exigences des kémalistes, à peu d'exceptions près seront satisfaites. Le fantôme de la Révolution mondiale effraye à un tel point les impérialistes qu'ils sont prêts à tout pour conserver les cadres de la Société bourgeoise. Mais ce fantôme n'effraye pas seulement les impérialistes, il fait trembler aussi tout le monde capitaliste. Plus se développe le mouvement communiste, plus augmente l'antagonisme des classes, et plus la bourgeoisie mondiale devient réactionnaire. Par là s'explique le désir qu'ont les classes privilégiées de bien des pays arriérés (Perse, Géorgie, Arménie, etc.) d'entretenir des relations amicales avec l'Entente, en qui elles voient le soutien de la société capitaliste.

L'évolution de la lutte de classe obligera prochainement la bourgeoisie, même dans les pays coloniaux, à abandonner toute espèce d'idées révolutionnaires. Dans beaucoup de ces pays peut-être, le prolétariat occidental victorieux trouvera une Vendée en la personne de la bourgeoisie locale et de sa propre bourgeoisie échappée à la révolution sociale.

Le capitalisme mourant prend toutes ses mesures pour retarder son trépas. L'humanité traverse la période la plus intéressante de son histoire : sur l'arène de la lutte de classe figurent deux forces gigantesques, chacune d'elles retient la sympathie et les espérances de toute une classe de l'univers. Les banquiers de Paris, en voulant réviser le traité de Sèvres dans l'intérêt de la Turquie ne font que découvrir la totale impuissance des anciens maîtres du monde. L'impérialisme occidental, pour lutter avec espoir contre le Communisme grandissant, est obligé de renoncer progressivement aux fruits de ses victoires remportées avec tant de peine.

A. SULTAN ZADE.

L'Évolution de la Question Nationale

I

L'expérience de la Révolution n'a pas été suffisamment instructive en ce qui concerne la question nationale. Au début de la Révolution d'octobre cette question ne s'est pas posée aussi concrètement, ni avec une importance et une acuité aussi tangibles qu'aujourd'hui. Dans la première année du Pouvoir des Soviets, le droit des peuples opprimés à disposer d'eux-mêmes s'est présenté avant tout comme la liquidation de l'héritage colonial de l'ancien Empire de Russie. La Russie tsariste opprimait et asservissait les « allogènes ». Le Pouvoir des Soviets devait leur apporter l'égalité nationale, jusque et y compris le droit de créer un Etat indépendant. Les besoins de la lutte avec la contre-révolution intérieure firent de cette question un problème de première urgence. Grâce à la concentration du prolétariat dans les grandes villes et les régions industrielles de la Russie Centrale, grâce à la position stratégique favorable occupée par ce prolétariat au cours de l'histoire russe, la prise du Pouvoir fut on ne peut plus facile. Mais en même temps se trouvait déterminée d'avance la route historique de la contre-révolution russe, bourgeoise et aristocratique, route allant des provinces frontalières vers le centre. Toute l'histoire précédente de Russie avait été l'histoire de la colonisation russe, et ce fait se marqua du coup lors de la prise du Pouvoir par le prolétariat : il se heurta à la nécessité de surmonter l'antagonisme existant entre le centre russe prolétarien et les provinces frontalières qui n'étaient ni russes, ni prolétariennes, entre les villes russes et les campagnes non russes. La clé de la victoire était dans la solution de la question nationale. Mais obtenir cette solution n'était pas facile. Il fallait d'abord faire l'éducation des masses prolétariennes russes infectées, dans leurs éléments arriérés tout au moins, d'un inconscient nationalisme qui les faisait considérer les villes russes comme le foyer de la Révolution et les villages non russes comme le foyer de la petite-bourgeoisie, ce qui les portait à appliquer à ces villages les méthodes d'attaque employées contre le capital. Il fallait d'autre part surmonter la méfiance séculaire des provinces opprimées à l'égard du centre, la méfiance séculaire des villages non russes envers les villes et les usines russes. Les cités et les usines se sont développées et fortifiées sur les immenses étendues du monde paysan comme des centres de colonisation russe. Le Bachkir ne le sait que trop, puisque les usines du sud de l'Oural lui ont enlevé toute sa richesse et tout son sol ; le Kirghiz nomade ne le sait que trop, et regarde de travers le chemin de fer Orenbourg, Kazalinsk, Perovsk et Tachkent qui, jadis encore, étaient des nids de scorpions policiers ; le paysan pauvre d'Ukraine le sait aussi trop bien. L'attaque contre le capital, en dépassant les faubourgs de la ville, rencontrait un milieu où les classes n'étaient pas différenciées. Elle se heurtait à un mur infranchissable de méfiance nationale. La première attitude des campagnes non russes et opprimées était avant tout, le désir que les villes russes cessent enfin de commander et laissent les nations opprimées chercher librement leur voie propre vers le développement na-

lional. Les éléments pauvres des nations opprimées considéraient le Pouvoir des Soviets comme une force hostile à leur caractère national. Les éléments aisés et les nationalistes du milieu intellectuel, devenus l'objet direct des réquisitions et des confiscations ainsi que de la lutte contre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage, voyaient dans le Pouvoir des Soviets une menace directe à leur domination de classe ou à leurs privilèges de travailleurs intellectuels. Cet état d'esprit facilitait naturellement dans une large mesure les projets de la contre-révolution russe. Ecrasée dans la première rencontre déclarée, elle s'empara naturellement avec joie des principes de séparation, de décentralisation et d'indépendance. Koltchak, « Maître Suprême de la Puissance Russe » et Denikine, chef « de la Russie Une et Indivisible », sont des figures de la seconde période de la contre-révolution russe. Avant de vendre sa « Patrie » bien-aimée sur le marché mondial, où la demande n'était pas encore suffisante, la contre-révolution se livra d'abord à un petit commerce intérieur, dans les provinces frontalières de l'ancien Empire de Russie.

L'expérience de la guerre civile apprit aux masses laborieuses des nationalités opprimées que la Rada d'Ukraine conduisait à l'Hetman Skoropadski et au général allemand Eichhorn, qu'il n'y avait pas loin de l'Alach-Orda à Koltchak, qu'il est bien difficile de distinguer le gouvernement Mussavatiste des rois du pétrole anglais. Les masses des prolétaires russes habitant les frontières comprirent aussi que sans le paysan moyen il était impossible de tenir contre les aristocrates et les généraux, que sans les « allogènes » il était impossible de créer la puissance mondiale du prolétariat. Le choc immédiat de la Russie Soviétiste avec l'impérialisme international obligea les nations opprimées à faire front avec le prolétariat russe contre la dictature impérialiste, puisque cette dernière exclut toute possibilité de démocratie et toute liberté nationale. La guerre civile est chose terrible, mais elle fait traverser aux peuples des époques entières de l'histoire. Au cours de la guerre civile les classes possédantes des nationalités opprimées ont montré aux plus retardataires leur impuissance intérieure et radicale à se maintenir sur leurs positions d'indépendance nationale dans la lutte entre le capital et les Soviets.

La conclusion de cette expérience était claire et indubitable : tous les mouvements nationaux bourgeois, conduits par les classes dirigeantes, ont une tendance naturelle à s'adapter à l'impérialisme, à entrer dans le système impérialiste des grandes puissances, des Etats-tampons et des colonies. La tendance naturelle, d'abord inconsciente, de tous les mouvements nationaux révolutionnaires, c'est au contraire de s'appuyer sur l'organisation gouvernementale et révolutionnaire du prolétariat des pays plus avancés, afin d'obtenir par cette voie la liberté de développer leur nationalité dans le système de l'économie socialiste mondiale en voie de construction. La structure de la Fédération des Soviets de Russie, les décisions du Congrès des Peuples de l'Orient, l'alliance de fait des mouvements révolutionnaires

orientaux avec le prolétariat révolutionnaire européen, en sont la preuve.

Trois ans de Pouvoir des Soviets ont posé la question nationale à l'échelle mondiale comme une question de lutte de classe.

II

On peut dire avec plein droit que le Pouvoir des Soviets est la formule algébrique de la Révolution. Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste l'a reconnu en disant que les peuples retardataires, avec l'aide du prolétariat des pays plus avancés, et grâce à la constitution de Soviets, peuvent sauter le stade du capitalisme pour aborder immédiatement la préparation du Communisme. Ce n'est pas une justification à l'usage des « colonisateurs socialistes », qui proclament toutes les particularités nationales un préjugé contre-révolutionnaire et ne reconnaissent que les préjugés nationaux des nations dominantes. Nos colonisateurs russes ne se différencient en rien des socialistes bourgeois de l'Internationale Jaune. Les combattre, c'est combattre l'influence bourgeoise sur le prolétariat, bourgeoise, si radicales que soient les formes dans lesquelles elle se manifeste. Si on transporte telle quelle la Révolution Communiste dans les pays retardataires, on ne peut obtenir qu'un seul résultat, à savoir d'unir les masses exploitées avec les exploités dans une lutte commune pour la liberté du développement national. Dans ces pays toutes les nationalisations et socialisations ont à peu près autant de fondement que pourrait avoir la nationalisation de l'exploitation minuscule du petit paysan ou celle des alènes de savetiers. Mais les soviets sont la forme de l'organisation de classe qui permet de passer plus facilement au Communisme en partant des échelons les plus bas du développement historique. Le Kirghiz semi-protétaire, le Bachkir pauvre, le paysan arménien, ont chacun dans leur pays des classes riches. Ces riches leur enlèvent le droit de disposer librement de leur travail, ils les asservissent en qualité de serfs agricoles, ils les privent des produits de leur peine, dont ils s'emparent comme d'un bénéfice d'usurier, ils les tiennent dans l'ignorance, ils gardent pour eux une sorte de monopole sur la culture nationale, soutenus en cela par les Mullahs, les Ichans et les Ulémas. Pour les travailleurs des pays arriérés, la démocratie bourgeoise ne peut représenter rien d'autre qu'un renforcement de la domination traditionnelle de cette demi-féodalité, demi-bourgeoise. La courte expérience de « l'autonomie de Kokand », qui avait plus de partisans parmi les policiers russes que parmi les pauvres musulmans, l'expérience de l'Alach-Orda, l'expérience de la domination Mussavatiste dans l'Azerbeïdjan et de la domination Dachnak en Arménie, l'expérience récente du gouvernement pseudo-nationaliste des marchands de Téhéran instruits dans les pays impérialistes d'Europe, en témoignent avec une entière clarté. Six années de grands bouleversements, 1914 à 1920, ont apporté de lourdes épreuves aux travailleurs des pays arriérés. Les Kirghiz qui furent mobilisés en 1916 pour creuser des tranchées, ne réussissent pas encore aujourd'hui à récupérer leurs terres jadis données par le tsarisme aux paysans riches de Russie. Le nom de Koltchak est bien connu aussi aux anciens allogènes. La crise économique, l'absence de farine et de tissus a sensiblement alourdi l'asservissement de la classe pauvre chez les Kirghiz, en Bachkirie, au Turkestan, etc... Le manque de terre, loin de s'atténuer, n'a fait que croître, parce que que la disette grandissait, et

que les nomades étaient obligés de devenir sédentaires. Dans les pays de l'Orient placés entre la vie et la mort, grâce au joug de l'impérialisme anglais, la crise débarrassa le marché des produits européens, mais elle augmenta en même temps les appétits des généraux occidentaux, des aventuriers et des usuriers nationaux. Contre tous ces maux, le seul remède, ce sont les Soviets de travailleurs, qui en groupant les exploités doivent mettre fin à l'inégalité des classes, rendre le sol aux pauvres, débarrasser l'artisan des intermédiaires usuriers, affranchir les travailleurs des corvées et des impôts, entreprendre l'instruction des masses et l'amélioration radicale de leur situation d'existence, tout cela aux frais de l'Etat. Tout ce programme ne porte aucun caractère communiste. C'est seulement après sa réalisation que pourra commencer la préparation communiste parmi les peuples arriérés. Ici comme partout il nous faut terminer ce que n'a pas terminé, et ce qu'était incapable de terminer le capitalisme. La Révolution Communiste au cours de toute son histoire doit lutter contre les exploités de toutes les périodes historiques et de toutes les catégories et les Soviets sont pour elle l'arme principale, la forme universelle de cette lutte.

III

Le Pouvoir des Soviets est devenu la forme par laquelle se manifeste le droit des peuples opprimés à disposer d'eux-mêmes. L'organisation soviétique des peuples opprimés, au point de vue national, comme au point de vue politique, se heurte à une série d'obstacles pratiques, découlant de l'inégalité des classes et des injustices traditionnelles.

Les énormes espaces, peuplés par les nationalités précédemment opprimées par le tsarisme, se trouvent à grande distance des voies ferrées. Exemple caractéristique, la ligne du Semiriétchié, impossible à construire, bien que l'éloignement de cette région par rapport au Turkestan proprement dit, permette aux gros paysans russes de conserver une existence autonome.

Les nomades craignent la ville, parce qu'ils voient en elle un ancien nid de policiers.

Il n'existe pas de caractères d'imprimerie musulmans, parce que l'imprimerie était le privilège de la nation dominante.

Il n'y a pas de lettres dans la langue indigène ; au Turkestan les cantons sont obligés de s'emprunter l'un à l'autre des secrétaires pour leurs comités exécutifs.

Il n'y a pas de spécialiste pour le travail intellectuel et les intellectuels se comptent seulement par dizaines. Il n'y a pas de gens qui puissent enseigner à lire et à écrire. Cet été nous avons formé au Turkestan un millier de maîtres d'école musulmans, mais rien que pour les écoles déjà existantes, il nous en manque environ 1.500.

Quant aux spécialistes russes, dans les provinces coloniales, nous ne pouvons les employer qu'avec les plus grandes précautions, car ils ont tous été plus ou moins les agents du joug et du pillage colonial. Leur sabotage proprement russe, qu'ils décorent de scrupules bureaucratiques et de références aux décrets, porte un caractère criminellement systématique.

Enfin « l'internationalisme » blanc-russien n'est pas encore complètement déraciné dans le Parti Communiste.

L'application de toutes les mesures rencontre des obstacles dans l'absence d'abécédaires, de lotrés, de spécialistes indigènes, etc.

Le Parti Communiste doit se rendre nettement

compte de ces faits. Il faut déclarer que l'autonomie soviétiste des nationalités opprimées est une tâche urgente pour le Parti Communiste et le Pouvoir des Soviets. Il faut concentrer sur ce problème l'attention des masses laborieuses de l'avant-garde du prolétariat et de tout l'appareil soviétiste et communiste, comme nous l'avons fait autrefois à l'égard du paysan moyen. L'affranchissement de l'Orient où il y a plus qu'ailleurs d'esclavage national et d'asservissement de classe est aujourd'hui le clou de notre politique internationale et de la politique mondiale du prolétariat socialiste. C'est là que nous abordons pratiquement le problème de l'organisation de la République Internationale des Soviets et de l'économie socialiste mondiale. En trois ans de Pouvoir des Soviets la question nationale a subi bien des chan-

gements. Des formules déclaratives nous sommes passés à l'organisation pratique des nationalistes. De la lutte militaire avec la contre-révolution nationale, nous sommes passés à l'autonomie soviétiste. De la lutte avec la contre-révolution intérieure nous sommes passés à la politique mondiale. Les conclusions qui s'imposent doivent être tirées par les Commissariats de l'Agriculture et de l'Approvisionnement, le Conseil Supérieur d'Economie Nationale et tous autres organes compétents, afin qu'un zèle excessif à faire exécuter nos mobilisations du travail, nos impôts en nature, etc., ne suscite pas une soi-disant « contre-révolution ». Tout notre parti doit être mobilisé moralement au service de l'affranchissement national des opprimés.

G. SAFAROV.

La Vie Economique en Russie

Le Bassin du Donetz

La première moitié de novembre 1920 a donné dans le Donetz 14.160.000 pouds de charbon.

La première moitié d'octobre avait donné seulement 11.280.000 pouds : l'augmentation est donc de 26 %.

Les deux premières semaines d'octobre avaient subi l'influence de l'offensive de Wrangel : l'évacuation hâtive des 4 régions minières du sud fit au bassin du Donetz certainement plus de mal que les bandes de blancs qui ne touchèrent pour ainsi dire pas son territoire.

Par rapport à la première moitié de septembre (13.810.000 pouds), l'augmentation est de 9 %. La chose est plus frappante si on considère la production journalière :

	Pouds
Première moitié de septembre..	1.019.000—100 %
Première moitié d'octobre.....	940.000—87 %
Première moitié de novembre..	1.180.000—109 %

Ainsi le bassin du Donetz, s'il n'a plus retrouvé la rapidité de développement qu'il avait en automne, est revenu tout au moins à l'état où il était en septembre, même avec une certaine amélioration.

La comparaison entre la production de houille et la production d'anthracite donne le tableau suivant :

	Houille	Anthracite
Première moitié de septembre	9.480.000—100 %	4.350.000—108 %
Première moitié d'octobre ...	7.308.000—77 %	3.970.000—91 %
Première moitié de novembre	9.630.000—102 %	4.530.000—104 %

Les mines d'anthracite, ayant moins souffert de l'offensive de Wrangel, progressent plus rapidement.

La consommation de charbon pour les besoins locaux est de 6.900.000 pouds contre 5.150.000 en octobre, par suite des froids et de l'augmentation de la production brute. La consommation quotidienne a augmenté de 34 %, atteignant en novembre 487 pouds sur 1.000 au lieu de 457 en octobre.

Il restait sur la production de la quinzaine considérée 4.820.000 pouds de houille et 2.430.000 pouds d'anthracite, au total 7.250.000 pouds disponibles.

Néanmoins les expéditions de combustible dans la même période donnent le chiffre de 8.810.000 pouds. Le déficit est donc de 1.560.000, dû en particulier à l'anthracite.

Au 16 novembre le stock de houille était de 12.800.000 pouds et celui d'anthracite d'environ 51.000.000.

L'effectif des ouvriers a quelque peu diminué. Au 1^{er} novembre il s'élevait à 129.610, au 16 novembre il est réduit à 126.000.

Au 1^{er} novembre on comptait dans les mines de houille :

Piqueurs	12.700
Autres ouvriers du fond.....	24.400
Ouvriers de la surface.....	52.200
Total.....	89.300

Au 16 novembre :

Piqueurs	12.400
Autres ouvriers du fond.....	24.100
Ouvriers de la surface.....	50.900
Total.....	87.400

La diminution a été plus forte parmi les ouvriers de la surface, obligés par le froid et le manque de vêtements de désertir leurs postes.

Pour l'anthracite le nombre des ouvriers était de 38.600, dont 4.700 piqueurs, 11.500 autres ouvriers du fond, 22.400 de la surface.

La production moyenne par ouvrier est de 117 pouds pour la quinzaine ; la production par piqueur est de 827. Si la même augmentation de production se constate dans la seconde moitié de novembre ces chiffres atteindront pour le mois 230 à 235 pouds par ouvrier et 1.650 à 1.655 par piqueur. Le premier chiffre n'a été dépassé qu'au mois de mars (238), le second constituera le record de l'année.

La Commission Extraordinaire du Conseil des Commissaires du Peuple avait fixé pour le mois de novembre un programme de 28.100.000 pouds. La moitié de ce chiffre (14.160.000) était exécutée avant l'arrivée de cette Commission à Kharkov.

La Tourbe dans l'Oural

L'exploitation des tourbières de l'Oural a commencé en 1874, en deux endroits seulement. En 1915 on comptait déjà 57 exploitations donnant au total 7 millions et demi de pouds. En 1917 la production monta jusqu'à 8 millions et demi. En 1920 on a extrait plus de 7 millions de pouds. On compte actuellement dans l'Oural 162 tourbières renfermant environ 940 millions de mètres cubes de matière exploitable. La plus grande partie (72 %) se trouve dans la province d'Ekaterinbourg, puis viennent celles de Tcheliabinsk, Oufa et Perm. La tourbe sert à alimenter avant tout les entreprises métallurgiques.

Les Voies de Communication

Dans une interview insérée par la *Vie Economique*, le nouveau Commissaire du Peuple aux Voies de Communication, Emchanov, déclare qu'il est partisan de la politique suivie par Trotsky et que par conséquent aucune réforme essentielle ne lui semble s'imposer pour le moment.

Le programme actuel du Commissariat, déclare-t-il ensuite, doit consister à améliorer et à perfectionner l'instrument qui a été créé ; il faut aussi utiliser de façon plus rationnelle le matériel roulant dont nous disposons.

Cet hiver sera sensiblement moins douloureux à nos chemins de fer que le précédent, sauf naturellement les cas de force majeure, comme de fortes gelées, des chutes de neige exceptionnelles, etc...

Au sujet de la réparation du matériel roulant, Emchanov indique que le plus gros effort devra être donné en janvier et février, mois où nos conditions climatiques détériorent le plus grand nombre de locomotives et de wagons.

En concluant le nouveau Commissaire du Peuple affirme qu'il aura toujours en vue le problème le plus important actuellement à l'ordre du jour, à savoir la réalisation du principe de la démocratie ouvrière dans l'administration des chemins de fer.

Le nouveau collège du Commissariat continuera la politique précédemment suivie de large collaboration avec les organisations professionnelles et s'efforcera d'appeler la masse des cheminots et des marins à collaborer à la gestion des transports.

Une Exploitation septentrionale

La Section Scientifique et Technique du Conseil Supérieur d'Economie Nationale a entendu le rapport de l'expédition scientifique et économique qui a étudié cette année les régions septentrionales.

L'expédition s'était divisée en 5 groupes se livrant chacun à un travail particulier. L'objet des études était la côte septentrionale de la Russie et le pays de la Petchora.

Parmi les membres se trouvaient les professeurs Soukhatchev, Prokofiev, Fersman, Wittenburg et autres, et le peintre A. Benott. L'effectif total était de 268 personnes, dont la moitié de personnel scientifique.

L'expédition a ramené 10.000 pouds de charbon du Spitzberg : les expériences faites à Petrograd ont établi sa haute qualité. Les expéditions peuvent se faire par Arkhangel et le chemin de fer, ou bien l'Océan et la Baltique.

L'expédition du pays de la Petchora a constaté la possibilité d'utiliser environ 800.000 rennes.

Il a été rapporté beaucoup de matériaux concernant les côtes septentrionales depuis Mourmane en continuant par la mer Blanche et plus à l'est. Toutes ces régions ont été reconnues pro-

pres à un grand développement des pêcheries. La morue de Mourmane est particulièrement riche en graisse, 7 % en moyenne au lieu de 3 % dans les mers occidentales. Ce phénomène s'explique parce qu'elle va vers l'ouest pour frayer tandis que dans la région de Mourmane elle vient se nourrir et s'engraisser.

L'expédition a rapporté en outre de précieuses données géologiques. Le peintre Benott a fait une centaine de tableaux de la nature polaire. Cette collection a une importance et un intérêt exceptionnels, car par la couleur et la richesse de leur exécution elle donne une idée véritable du Nord avec ses forêts infinies, sa solitude et sa sévère beauté.

Tous les participants de l'expédition remarquent que seul le Pouvoir des Soviets a pu organiser et mener à bien une œuvre aussi vaste.

Les Directions industrielles

L'énorme majorité des entreprises industrielles a abandonné le système collégial pour passer à la direction unique : sur 2.483 entreprises on compte 2.183 directions uniques et 300 collèges.

La liste ci-dessous montre la place relative occupée par les « spécialistes » et par les ouvriers dans les directions :

	Spécialistes	Ouvriers
	en %	
Industrie chimique :		
Direction d'usines	50	50
Direction centrale	60	40
Industrie textile :		
Directions de groupes....	33	67
Directions d'usines	36	64
Industrie métallurgique :		
Bureau central	37	63
Directions d'usine (les 277 entreprises principales).	39	61
Industrie du cuir.....	47	56
Papeteries	44	56

La classe ouvrière a fourni plus de 60 % des administrateurs des usines et des bureaux centraux.

IVAN.

NOTRE SOUSCRIPTION

37^e LISTE

Vive Lénine... 10 fr. — Fauvel, 3 fr. — Gauthier, 5 fr. — Pelouze, 3 fr. — M. R. (un Ami Américain), 20 fr. — Liste 174, 41 fr. 75. — Un ingénieur bolcheviste, Oran, 10 fr. — Gauthier, 5 fr. — Marcellin, Bordeaux, 10 fr. — Ramée, Avignon, 1 fr. — Sauvage, 2 fr. — Un bolchevik Niçois, 10 fr. — Vivent les Soviets, 5 fr. — Coenen (Laeken), 5 fr. 80. — Trois ouvriers communistes, 15 fr. — Malathiré (Rouen), 10 fr.

Total de la 37^e liste 156 55

Total des listes précédentes 11.215 55

Total général 11.372 10

LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME

(Le Communisme de Gauche)

Par N. LÉNINE

Un volume, in-16 Jésus 4 fr.

Franco 4 fr. 50

Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

Les Raisons de Verfeuil

Nous avons reçu de Raoul Verfeuil une réponse à notre article du *Bulletin* du 13 janvier, mais trop tard pour qu'elle puisse paraître dans le dernier numéro. Nous la publions ici :

Le citoyen Varine estime insuffisantes les raisons qui me font rester dans le Parti.

Je veux bien lui en donner une autre — en attendant mieux. La voici :

Je reste dans le Parti parce que ça ferait trop plaisir à Varine que j'en sorte. Ce que je reproche aux reconstructeurs — en même temps que leur indiscipline et leur alliance avec la droite — c'est, en s'en allant, d'avoir fait le jeu de ceux qui, comme Varine à gauche, Mauranges au centre et Blum à droite, s'efforçaient de provoquer leur départ. Moi, je ne tomberai pas dans ce piège. On me chassera peut-être mais je ne partirai pas. Et je préviens Varine que j'en ai affronté de plus terribles que lui. Quant à ma dignité, j'accepte de la comparer avec la sienne lorsqu'il sera — bientôt je l'espère — sorti de prison. Fraternellement à vous.

RAOUL VERFEUIL.

Le lecteur jugera si cette réponse est une réponse. Quant à nous, nous n'y voyons que l'absence d'arguments qui caractérise les conceptions de Verfeuil.

Jamais celui-ci n'a pu légitimer son point de vue par la logique. Se guidant d'après une sorte de flair, un sixième sens, il approuve tantôt ceux-ci, tantôt ceux-là sans pouvoir même expliquer pourquoi. Incapable de discerner les raisons qui l'incitent à adopter telle idée ou telle autre, il peut d'autant moins les formuler à l'intention du public.

La doctrine communiste n'a rien de commun avec les sympathies ou les haines de Verfeuil. Or, celui-ci éprouve pour Longuet de la sympathie et à l'encontre du *Comité de la 3^e Internationale* une haine profonde qui ne désarme pas, — et qu'il lui serait bien difficile de motiver. C'est sous l'inspiration de ces deux sentiments qu'il cherche sa voie sans jamais la trouver.

Dans un article de *l'Humanité* : « Assez de Comités, le Parti », il avait exhalé son ressentiment contre notre *Comité*, coupable d'avoir entraîné le Parti dans l'Internationale Communiste. Il trouvait excellent de faire partie d'une coterie comme le « Comité de reconstruction », sans troupes, sans liens avec la masse, coalition de chefs discrédités après à défendre des prérogatives dont ils étaient indignes. Mais l'existence du *Comité de la 3^e Internationale*, organisme relativement puissant, ramifié dans tout le pays par ses sections, discipliné, répondant à un visible besoin des militants les plus actifs, l'existence de ce *Comité* lui semblait monstrueuse et intolérable. Dans sa déclaration de ralliement au Parti après la scission, il éprouva la nécessité de faire une nouvelle démonstration d'hostilité à notre organisation.

Nous ne prétendons pas forcer la sympathie de nos adversaires, mais nous avons le droit de les

combattre. Nous ne critiquons pas Verfeuil parce que « cela nous ferait plaisir » (*sic*) qu'il sorte du Parti, mais parce qu'il manifeste sa volonté de desservir le communisme.

Nous persisterons à mépriser la haine de Verfeuil et à faire de notre mieux pour l'empêcher de nuire à la cause révolutionnaire. Quant aux dernières lignes de sa lettre, dont lui seul — et encore — connaît la signification, elles ne méritent pas réponse.

VARINE.



Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine).....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>La maladie infantile du Communisme</i> . 4 »	
<i>lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétique</i>	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i> 0 50	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	0 50
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4 »
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i> 0 60	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 »
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe</i> (bolchevik)	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25
*** <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
*** <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé

A. Glebov

Les Syndicats Russes et la Révolution

(Préface de Boris Souvarine)

Une brochure d'un intérêt capital, au moment où les syndicats discutent de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Prix : 0 50
Le sent 37 50

Le Gérant : R. APERÇU



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e arr.)